

AGENDA COMMUN D'ACTION POLITIQUE DE NYÉLÉNI

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 01

QUI SOMMES NOUS ?

PAGE 1

SECTION 02

POURQUOI NOUS
AGISSONS ?

PAGE 5

SECTION 03

QUE CHERCHONS
NOUS A ATTEINDRE
ET COMMENT ?

PAGE 18

Etablir et défendre la
démocratie et les droits
des peuples, la paix et la
solidarité internationaliste **21**

Construire les économies
des peuples **29**

Souveraineté alimentaire
et agroécologie **35**

Garantir l'accès à la terre,
à l'eau, aux territoires, et la
réforme agraire **43**

Garantir la santé pour
tous·tes **48**

Parvenir à la justice
climatique et une
transition énergétique
féministe et juste **53**

SECTION 04

COMMENT NOUS
RENFORCERONS
NOS MOUVEMENTS
ET METTRONS EN
ŒUVRE NOTRE
AGENDA

PAGE 58

Mobilisation et solidarité
internationaliste **60**

Plaidoyer et politiques **65**

Construction de
mouvement **68**

Formation politique
et production de
connaissances des peuples **74**

Communication populaire **81**

SECTION 05

CHEMIN À
SUIVRE : NOTRE
ENGAGEMENT
COLLECTIF POUR LA
TRANSFORMATION
SYSTÉMIQUE

PAGE 85



SECTION 1

QUI SOMMES NOUS ?



Nous sommes des paysan·ne·s, des ouvrier·ère·s agricoles et des agriculteur·rice·s sans terre; des exploitant·e·s familiaux·ales ; des pêcheur·euse·s artisanaux·ales, des communautés de pêcheur·euse·s et des ramasseur·euses de coquillages des rivières, des lacs, des mangroves et des mers ; des pastoralistes nomades et des nomades autochtones ; des Peuples Autochtones issus de communautés terrestres, côtières et des rivières ; des habitant·e·s et des peuples des forêts ; des chasseur·euse·s et des cueilleur·euse·s ; des Afro-descendant·e·s ; des militant·e·s contre le système des castes et pour la justice raciale ; des militant·e·s

féministes et des défenseur·euse·s des droits des femmes ; des jeunes et des militant·e·s intergénérationnel·le·s ; des personnes aux identités de genres et orientations sexuelles diverses ; des personnes en situation de handicap ; des artistes ; des interprètes et des traducteur·rice·s ; des populations urbaines pauvres ; des travailleur·euse·s du secteur alimentaire et des travailleur·euse·s migrant·e·s ; des organisations syndicales ; des consommateur·rice·s ; des mouvements de défense des droits humains, la justice sociale, économique et climatique ; des défenseur·euse·s de la médecine traditionnelle, de la santé collective et du droit à la santé pour tous·tes ; des acteur·rice·s de l'économie sociale et solidaire ; des chercheur·euse·s et universitaires militant·e·s ; des représentant·e·s de la philanthropie solidaire et d'autres organisations de la société civile. Grâce à la diversité de nos savoirs, de nos convictions et de nos actions, nous nourissons le monde, nous entretenons et préservons la vie, nous défendons nos territoires et la Terre Mère, et nous veillons à la santé de tous les êtres vivants.

Nous nous sommes réuni·e·s pour élaborer un agenda commun d'action politique visant à instaurer le pouvoir du peuple et à transformer le système dominant, qui est à la fois capitaliste, patriarcal, impérialiste, colonialiste, raciste et fondé sur les castes. Nous héritons de la lutte pour la souveraineté alimentaire et d'autres causes qui ont entretenu la résistance contre l'oppression et ouvert la voie à l'émancipation. Nous sommes les gardien·ne·s du flambeau du mouvement pour la souveraineté alimentaire

allumé dans les années 1990 et avons choisi notre nom lors du premier Forum en l'honneur de Nyéléni, une paysanne malienne qui symbolise le rôle central des femmes dans la préservation des systèmes alimentaires, des territoires et du vivre ensemble. Ce nom reflète notre engagement politique en faveur de la souveraineté alimentaire et affirme le rôle des femmes en tant que protagonistes de la résistance et de la transformation systémique. Le troisième Forum de Nyéléni s'inscrit dans la continuité des travaux engagés lors du Forum de Nyéléni 2007 consacré à la souveraineté alimentaire et du Forum international de Nyéléni 2015 sur l'agroécologie.

Tout au long de notre parcours, nous avons reconnu la nécessité de renforcer les alliances entre les peuples opprimés par le système et capables de se mobiliser pour le transformer. Fort-e-s de notre histoire commune, nous souhaitons aller de l'avant pour construire un monde où coexisteront de multiples univers d'égalité, de justice et de solidarité.

Nous partageons des valeurs communes et une vision politique qui englobe la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, le féminisme populaire, la souveraineté des peuples et leur autodétermination sur leurs territoires, ainsi que la justice sociale, économique, environnementale, sanitaire et éducative, parallèlement à une économie féministe et à la solidarité internationaliste. Cette vision place au cœur de son action l'engagement collectif et organisé à la base, ainsi que la

concrétisation des droits individuels et collectifs. Elle vise à forger une unité d'action à la lumière de notre diversité, fondée sur le dialogue et l'échange de connaissances. Elle reconnaît également l'indivisibilité de la société et de la nature et adhère aux principes spirituels qui sous-tendent les visions du monde des Peuples Autochtones, dans lesquelles la protection de la Terre Mère occupe une place centrale.

Nous sommes une structure collective qui fait appel à tous les mouvements et organisations sociaux et populaires partageant nos valeurs et notre vision politique à se joindre à nous dans une action commune, afin de tracer une voie de convergence vers un changement systémique.

SECTION 2

POURQUOI NOUS AGISSONS ?



À l'échelle mondiale, nous sommes confronté·e·s à de multiples crises systémiques et interdépendantes qui résultent de formes d'oppression se renforçant mutuellement : le capitalisme, l'impérialisme, le colonialisme, la domination de classe, le patriarcat, le racisme, le système des castes, l'islamophobie et les discriminations envers les personnes LGBTQIA+. Le fascisme, l'autoritarisme et les tensions géopolitiques gagnent du terrain et aggravent l'instabilité politique. Le système économique actuel, basé sur une croissance sans fin et l'extractivisme, détruit la Terre Mère, nos territoires, nos communautés et notre santé.

Une logique qui fait passer le profit avant la vie.

Le capitalisme nous a violemment coupé·e·s de la nature. Il exploite les écosystèmes, la biodiversité et les biens communs de la planète, les transformant en marchandises destinées à être consommées puis jetées. Nous sommes confronté·e·s à une crise climatique et de la biodiversité, tandis que l'extraction des combustibles fossiles, menée par les entreprises multinationales, s'étend avec l'aval des gouvernements. Les guerres et les conflits armés s'intensifient. Le génocide à Gaza, les conflits violents et les tensions ethniques contribuent à l'expansion du capitalisme racial, profondément ancré dans les structures de pouvoir impérialistes. Les entreprises multinationales et les élites mondiales, de connivence avec les dirigeant·e·s et les leaders d'extrême droite, accroissent leur richesse tout en concentrant le pouvoir. Ce système économique renforce les inégalités et l'injustice. Les entreprises multinationales sont plus puissantes qu'il y a vingt ans, lors du premier forum Nyéléni, et perpétuent l'accumulation de richesses entre les mains d'une minorité, tandis que la majorité est laissée dans la précarité. Les pays du Sud sont soumis à l'endettement, au pillage et à l'exploitation. Les accords commerciaux inéquitables, les prêts assortis de conditions et les politiques néolibérales sapent la souveraineté et piègent les pays dans une dette illégitime. La législation néolibérale accentue la dépendance à l'exportation, la spoliation rurale et l'urbanisation anarchique. Les gouvernements n'ont pas réussi à mettre un terme à l'extractivisme, à la spoliation coloniale et à la destruction de l'environnement.

Les engagements audacieux visant à changer ce statu quo restent sur le papier, sans être mis en œuvre. Au contraire, les sanctions coercitives et les droits de douane unilatéraux qui favorisent les entreprises multinationales menacent d'exacerber l'inflation, de restreindre l'accès à la nourriture et de violer le droit humain à l'alimentation et à la santé.

À l'échelle mondiale, les sociétés transnationales s'emparent des espaces multilatéraux, comme lors du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021, fortement promu par les intérêts des grandes entreprises multinationales représentés par le Forum économique mondial. Ces initiatives « multipartites » qui renforcent la présence et l'influence des entreprises font concurrence aux espaces décisionnels multilatéraux légitimes tels que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et affaiblissent les cadres des droits humains ainsi que la prise de décision et la responsabilité intergouvernementales. La FAO et d'autres espaces de gouvernance mondiale sont cooptés et sapés par les intérêts des entreprises multinationales, comme en témoigne la promotion actuelle de la pêche industrielle par le Comité des pêches de la FAO (COFI).

Près de nos foyers, les populations subissent les conséquences du pouvoir des entreprises dans de nombreux aspects de leur vie quotidienne.

Les paysan·ne·s ressentent le poids de la concentration des entreprises multinationales lorsque des terres agricoles sont accaparées au profit du développement industriel, des plantations ou de l'exploitation minière. Les entreprises font pression sur les gouvernements nationaux ou locaux pour qu'ils privatisent la santé et l'éducation, rendant ainsi ces services coûteux et exclusifs. Elles influencent également les politiques nationales de manière à détruire les marchés locaux et les économies solidaires.

Nous menons une bataille culturelle, une bataille autour des récits. Nous sommes confronté·e·s à une montée sans précédent de la haine, du racisme, du castéisme, de la xénophobie, de la misogynie, de la transphobie, ainsi qu'à une rhétorique hostile aux migrant·e·s et au climat. Les médias privés et de droite diffusent de la désinformation qui délégitime les mouvements ou s'approprie notre langage, promouvant ainsi la privatisation, la déréglementation, l'individualisme et les idéologies de suprématie. Cela façonne la perception du public de manière à occulter le rôle des mouvements populaires. La communication populaire et le savoir collectif restent menacés, car les discours des grandes entreprises multinationales érodent la capacité des communautés à raconter leurs propres histoires et à défendre leurs droits.

Nous sommes confronté·e·s à une crise mondiale de la démocratie, marquée par une apathie et une méfiance croissantes envers la politique. Les régimes autoritaires et les groupes fascistes exploitent les divisions entre les opprimé·e·s. Les militant·e·s,



les journalistes et les défenseur·euse·s des droits humains sont victimes de persécutions, de violences et d'assassinats en toute impunité. La discrimination persiste en raison de la race, de la classe sociale, du genre, de la caste et de la religion, les communautés LGBTQIA+ étant menacées de disparition. Les Peuples Autochtones subissent un génocide continu. Les travailleur·euse·s migrant·e·s sont victimes de violations des droits humains, victimes notamment de détentions et d'expulsions. Les États oppriment de plus en plus au lieu de protéger, démantelant les services publics et les lois qui soutiennent le bien commun. La mainmise des entreprises multinationales sape la prise de décision et les politiques publiques. Le droit international et les droits humains sont bafoués au lieu d'être renforcés.

La guerre, l'occupation et les conflits armés détruisent les peuples, les territoires et les fondements de la vie en communauté. L'agression militaire et la violence coloniale dévastent les systèmes alimentaires, les infrastructures et les services de santé, provoquant des déplacements massifs, la famine et l'insécurité.

Le génocide en Palestine nous rappelle cruellement comment l'alimentation est utilisée comme une arme pour faire progresser les agendas coloniaux. Les conflits armés, les sanctions et les pandémies provoquent des chocs d'approvisionnement et aggravent les crises des systèmes alimentaires mondiaux, tandis que les droits sociaux et culturels, y compris les droits des travailleur·euse·s et le droit aux soins, sont systématiquement bafoués. Le blocage des missions médicales et de l'accès humanitaire est devenu une atteinte directe au droit des peuples à recevoir des soins. Par le siège, la surveillance et les technologies militaires, les forces d'occupation fragmentent les sociétés et répriment la résistance, renforçant ainsi la domination raciale et approfondissant l'autoritarisme. La guerre est également un facteur majeur de la détérioration du climat, contribuant aux émissions, à la destruction de l'environnement, aux déplacements de population et à l'effondrement écologique.

De nouvelles formes de colonialisme sont à l'origine de conflits et de l'accaparement des terres, des océans et des territoires. Et de nouvelles ressources, telles que les minerais de terre rares, privent les populations de leurs moyens de subsistance et de leur droit à l'auto-détermination. Les entreprises multinationales et les gouvernements sapent les droits territoriaux, avec des effets dévastateurs sur la souveraineté. L'exode rural s'intensifie, et les conséquences des déplacements, de la faim et de l'exploitation s'aggravent. Le monde connaît une intensification des phénomènes de déplacements forcés, façonnés par ces mêmes

facteurs structurels. Partout dans le monde, les populations quittent leurs foyers car leurs territoires sont de moins en moins en mesure de subvenir à leurs besoins et de leur assurer des moyens de subsistance. Ces mouvements sont liés à la faim, à l'endettement, aux conflits et à la dégradation de l'environnement, qui exercent une pression croissante sur des régions entières. Ils sont également façonnés par les frontières coloniales et les régimes migratoires inéquitables qui restreignent la mobilité. Les déplacements forcés comportent une forte dimension de genre : davantage de femmes migrent et travaillent dans les secteurs domestique, des soins et informel, souvent dans des conditions précaires et avec une protection limitée de leurs droits du travail et de leurs droits humains. Ces dynamiques remodelent les communautés et les familles, modifient les relations à la terre et au territoire, et posent des défis importants pour la souveraineté alimentaire et l'autodétermination collective.

Les mêmes forces économiques et politiques qui poussent les populations à quitter leurs territoires influencent également la manière dont les aliments sont produits, commercialisés et consommés. Un système agroalimentaire axé sur le profit sape la souveraineté alimentaire et détruit notre environnement et notre santé. Il repose sur les combustibles fossiles, les agrototoxiques, les organismes génétiquement modifiés, les antibiotiques et les aliments ultra-transformés, ce qui alimente la pollution, les maladies, la déforestation et la contamination de l'eau. Les semences traditionnelles sont accaparées et remplacées par

des semences commerciales étrangères protégées par les lois sur la propriété intellectuelle, tandis que les paysan·ne·s sont criminalisé·e·s pour avoir conservé des variétés de semences traditionnelles. L'alimentation est considérée comme une marchandise, ce qui déconnecte les producteur·rice·s des consommateur·rice·s et des territoires. Il en résulte un effondrement environnemental, des répercussions négatives sur les communautés rurales et une crise sanitaire mondiale marquée par la faim, la malnutrition, l'obésité, la résistance aux antibiotiques et les maladies zoonotiques.

La crise qui touche les océans et les zones côtières reflète les mêmes forces entremêlées qui alimentent l'injustice mondiale. Les pêcheur·euse·s artisan·e·s, qui assurent près de 30 % de l'apport mondial en protéines grâce à des systèmes alimentaires durables, sont écarté·e·s alors que l'aquaculture industrielle détruit les mangroves, pollue les eaux et que les flottes industrielles s'emparent des zones de pêche traditionnelles. Les faux discours sur l'« économie bleue » légitiment l'enfermement et la privatisation, masquant ainsi la perte de biodiversité et la mainmise des entreprises multinationales. Les « merritoires » (c'est-à-dire la mer en tant qu'espace de vie, où s'inscrivent des relations économiques, politiques, sociales, environnementales, culturelles, identitaires et ontologiques) deviennent de nouvelles frontières pour les marchés du carbone et les expériences de géo-ingénierie présentées comme des solutions climatiques, reproduisant ainsi une logique extractive. Ces pressions menacent les pêcheur·euse·s en tant que gardien·ne·s des biens communs



aquatiques, criminalisant leurs moyens de subsistance, dégradant les écosystèmes et aggravant les inégalités et la violence basée sur le genre.

Les ouragans dévastateurs, les sécheresses prolongées, les feux de brousse, les inondations et les vagues de chaleur, qui affectent de plus en plus les moyens de subsistance des populations et la production alimentaire, ne sont ni des anomalies ni des catastrophes « naturelles ». Ce sont les symptômes de la crise climatique, qui est elle-même le résultat cumulé de siècles d'exploitation coloniale, d'industrialisation fondée sur les combustibles fossiles et de modes de surconsommation concentrés dans les pays du Nord global. Alors que les gains économiques restent fortement concentrés, les coûts sociaux et écologiques de ce modèle sont systématiquement externalisés vers les communautés paysannes et côtières, les Peuples Autochtones et les populations déjà marginalisées. En ce sens, la crise climatique n'est pas seulement une urgence environnementale, mais aussi une urgence politique, qui met

à nu des rapports de pouvoir privilégiant l'accumulation et la croissance illimitée au détriment d'une planète elle-même limitée, de la justice sociale et du droit collectif à un environnement sain et viable.

En contrepartie, le capitalisme propose de fausses solutions qui servent le profit, et non les peuples ni la planète. Le capitalisme vert et bleu entretient l'illusion selon laquelle la technologie ou la finance pourraient à elles seules résoudre les crises environnementales. Les biens communs — forêts, côtes, eaux et terres agricoles — sont privatisés et transformés en marchandises. L'énergie verte contrôlée par les entreprises multinationales déplace des communautés. L'essor des « aliments bleus » — des produits halieutiques liés à l'économie bleue et axés sur les matières premières — ainsi que l'aquaculture, accélèrent l'exploitation industrielle des écosystèmes marins. L'agriculture intelligente face au climat promeut les intrants synthétiques, les OGM et les protéines issues de laboratoires. Ces solutions accentuent les inégalités tout en sapant les écosystèmes et les moyens de subsistance ruraux.

La financiarisation s'intensifie dans tous les secteurs, à mesure que les acteur·rice·s financier·ère·s renforcent leur influence sur les politiques économiques et les décisions des entreprises, et que le secteur financier connaît une croissance plus rapide que ceux de l'industrie transformatrice et de l'agriculture. Les marchés financiers génèrent spéculation, volatilité des prix et accaparement des ressources. Les investissements spéculatifs

font grimper le coût des terres agricoles et des droits de pêche. La financiarisation du logement déplace les populations urbaines pauvres en transformant le logement d'un bien social en un instrument financier. Les marchés du carbone et les mécanismes de compensation profitent aux acteur·rice·s financier·ère·s. La terre, la biodiversité et les ressources génétiques sont considérées comme des actifs spéculatifs.

Les conditions de travail et le poids de la dette sont de plus en plus oppressants. Les salaires des travailleur·euse·s sont grignotés par l'inflation, les sanctions et les crises internes, tandis que l'endettement croissant des ménages oblige de nombreuses familles à recourir à l'emprunt simplement pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Les travailleur·euse·s les plus pauvres sont confronté·e·s à des salaires bas et à la précarité. Les producteur·rice·s agricoles sont confronté·e·s à des prix qui ne couvrent pas les coûts de production et à un endettement croissant, ce qui pousse nombre d'entre eux·elles à migrer ou à abandonner leurs terres. Les taux de suicide augmentent à mesure que les personnes perdent leurs revenus et leur sécurité. Les femmes sont confrontées à une pauvreté qui s'aggrave et à des charges de soins non rémunérées, portant souvent le poids de la dette des ménages et de la survie économique.

Enfin, le colonialisme numérique apparaît comme une nouvelle frontière du pouvoir des entreprises multinationales. La digitalisation de l'agriculture, de la santé et de la gouvernance

climatique permet l'extraction de données issues de territoires et de communautés, ainsi que leur conversion en actifs privés. La conversion de la production, du commerce, du marketing et de la distribution en données numériques pouvant être suivies, analysées et utilisées à des fins de prévision (un processus connu sous le nom de « datafication ») transforme la vie et les environnements en sources de profits inépuisables, concentrant le pouvoir entre les mains d'une poignée d'entreprises multinationales tout en dissimulant l'exploitation. Les ressources génétiques sont numérisées et brevetées, ce qui accélère la biopiraterie et renforce le contrôle monopolistique sur la vie. La lutte pour savoir qui détient et contrôle les données est indissociable des combats plus larges pour la souveraineté alimentaire, la justice et la durabilité.

Malgré ces conditions, les peuples et les mouvements continuent de bâtir des sociétés fondées sur la justice. Depuis son émergence au milieu des années 1990 pour défendre le droit des peuples à contrôler leurs systèmes alimentaires en harmonie avec la nature, la vision politique de la souveraineté alimentaire s'est étendue à des milliers de mouvements et d'organisations locaux, nationaux, régionaux et mondiaux. Elle propose un paradigme émancipateur qui remet en cause le pouvoir des entreprises multinationales et réaffirme le lien entre l'alimentation, la terre, l'eau et les territoires à travers les droits et une gouvernance collectifs. En tant qu'horizon partagé par nos mouvements populaires, la souveraineté alimentaire fait progresser une transformation

systemique ancrée dans l'agroécologie, les économies solidaires et l'autodétermination des communautés. Face à des crises interdépendantes, cet appel exhorte les mouvements à se mobiliser ensemble, à surmonter la dispersion et à façonner un avenir collectif à travers les initiatives transformatrices déjà en cours. Tel est l'appel à l'action du 3e Forum mondial de Nyéléni.

SECTION 3

QUE CHERCHONS NOUS A ATTEINDRE ET COMMENT ?



Notre objectif est visionnaire : démanteler toutes les formes d'oppression — colonialisme, capitalisme, impérialisme, patriarcat, misogynie, sexisme, hétéronormativité, racisme, classisme, castéisme et capacitisme — et transformer radicalement les systèmes qui les soutiennent en des systèmes qui favorisent les liens, la justice et la vie. Comment allons-nous atteindre cet objectif ambitieux dans un contexte politique marqué par de graves crises systémiques interdépendantes et persistantes ? Nous avons de nombreuses bases sur lesquelles nous appuyer.

Au cours des trois dernières décennies, les mouvements sociaux ont fait avancer des projets transformateurs dans divers secteurs et territoires, tous ancrés dans une vision commune de la souveraineté des peuples. Les petit·e·s exploitant·e·s agricoles ont développé à la fois le concept et la pratique de la souveraineté alimentaire, affirmant le droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles, adaptés à leur culture, équitables et respectueux de l'environnement. Les mouvements pour la justice climatique se sont uni·e·s pour promouvoir une transition énergétique féministe et juste, fondée sur des réponses communautaires et ascendantes à la crise énergétique liée aux combustibles fossiles. D'autres mouvements se sont mobilisés autour d'objectifs tels que la construction d'économies sociales et solidaires, la protection de la santé des populations et l'éducation gratuite pour tou·te·s, parmi tant d'autres.

Ces luttes sont étroitement liées aux combats menés actuellement pour l'accès et le contrôle de la terre, de l'eau, des biens communs et des territoires. Des mouvements se sont organisé·e·s pour défendre les droits des travailleur·euse·s, des femmes, des personnes de toutes orientations sexuelles et de tous genres, des migrant·e·s, des Peuples Autochtones et de bien d'autres encore. Chaque mouvement apporte une contribution essentielle à la résistance contre les forces homogénéisantes et extractives du capitalisme et de l'impérialisme, ainsi qu'à la promotion de notre projet commun de souveraineté populaire.

Grâce à un travail de plaidoyer soutenu, à la consolidation de notre base politique et à la mobilisation populaire, nos communautés et le grand public sont désormais mieux informé·e·s de nos revendications et de nos propositions. De nouvelles possibilités d'alliances avec certains gouvernements ont vu le jour, débouchant sur des avancées importantes, notamment l'adoption de cadres historiques en matière de droits humains. Parallèlement, des pays et des mouvements du Sud global remettent en cause l'hégémonie occidentale et œuvrent en faveur d'un monde multipolaire. Ce moment de fluidité offre une opportunité cruciale. Il nous appartient d'intensifier nos efforts et de renforcer notre pouvoir collectif.

Petit à petit, nous continuerons à créer les conditions sociales, économiques, politiques et culturelles nécessaires à un changement radical. En nous mobilisant autour des six axes interdépendants présentés dans cette section, nous développerons et adapterons nos tactiques et nos stratégies afin de démanteler les structures d'oppression tout en construisant de nouveaux modes de vie basés sur la justice et l'équité. À l'avenir, nous mènerons des actions qui répondent aux besoins immédiats des populations sur le terrain tout en avançant dans une direction transformatrice. Nous rechercherons la cohérence entre les changements à court, moyen et long terme, ainsi qu'entre les multiples niveaux sur lesquels nous agissons, afin que chaque étape renforce les autres. Notre progression délibérée sur cette voie créera les conditions propices à la transformation.



ETABLIR ET DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DES PEUPLES, LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE



Nous nous emploierons à démanteler progressivement les structures politiques qui entretiennent les multiples formes d'oppression auxquelles nous sommes confronté·e·s — des structures qui se manifestent de plus en plus à travers la montée du fascisme et de l'autoritarisme, les conflits et l'occupation, ainsi que le pouvoir et l'impunité des multinationales. Parallèlement, nous construirons une démocratie populaire, fondée sur des sociétés égalitaires qui défendent la justice et les droits humains, protègent le bien-être de la Terre Mère et préservent la paix. Les démocraties que nous promovons seront féministes, queer, antiracistes et inclusives, et garantiront explicitement les droits et le leadership des personnes LGBTQIA+, des minorités ethniques et des communautés racialisées, des personnes en situation de handicap et de toutes celles et ceux qui remettent en cause les hiérarchies patriarcales.

Nous ferons preuve de solidarité internationaliste envers les peuples victimes d'oppression, de conflits, d'occupation, d'expulsion ou de génocide. Nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et permanent en Palestine, ainsi qu'à un embargo et à la cessation de toute coopération gouvernementale avec les forces d'occupation. Nous dénonçons fermement le génocide dont est actuellement victime le peuple palestinien, aux mains des forces d'occupation, qui utilisent la famine, le refus d'accès à l'aide humanitaire et aux soins de santé, ainsi que les déplacements forcés comme armes de guerre. Nous appelons à la levée du blocus empêchant l'aide médicale et les fournitures d'entrer à Gaza. Nous exigeons les mesures de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) réclamées par le peuple palestinien depuis 2005 : fin de l'occupation, droit à l'autodétermination et droit au retour.

Nous condamnons les conflits partout dans le monde : du Soudan à Haïti, de l'Ukraine au Yémen, de la Colombie au Myanmar, de la République démocratique du Congo à l'Afghanistan. Nous serons solidaires avec les peuples du Venezuela, de Cuba, du Sahel et de toutes les communautés qui se soulèvent contre la violence de la domination impérialiste et coloniale et contre le terrorisme qu'elles propagent. Nous nous opposerons à toute forme de militarisation, d'occupation et de génocide. Nous encouragerons et mènerons des actions mondiales contre l'utilisation de la nourriture comme arme et la destruction délibérée des hôpitaux et des systèmes de santé comme armes de guerre.

Nous appellerons à la fin immédiate de l'intervention militaire et économique des États-Unis dans les pays d'Amérique et du Sud global. Nous exigerons l'arrêt immédiat de toutes les sanctions économiques et de tous les blocus qui causent la faim et la souffrance.

Nous demanderons à nos gouvernements de rendre des comptes quant à la mise en œuvre des mesures de paix et de démilitarisation. Nous encouragerons les processus de consolidation de la paix fondés sur la responsabilisation des auteur·rice·s de crimes, la réparation pour les victimes et la recherche de la justice. Nous ferons progresser les efforts de paix fondés sur la justice foncière et la restitution des terres. Nous appellerons également à une réduction drastique des investissements et de la production d'armes, ainsi qu'à une réglementation urgente de la fabrication et du commerce des armes.



Nous œuvrerons en faveur d'un désarmement mondial collectif, en mettant particulièrement l'accent sur l'élimination des armes les plus dangereuses, notamment les armes nucléaires et chimiques. Nous agirons pour construire une opposition efficace à tous les régimes fascistes et autoritaires qui sapent la démocratie participative et remettent en cause les droits durement acquis par les peuples. Nous dénoncerons, combattrons et chercherons à démanteler les discours d'extrême droite qui promeuvent des valeurs et des pratiques antidémocratiques et antidroits. Nous contesterons et ferons reculer les politiques autoritaires utilisées comme outils pour réduire au silence toute dissidence légitime. Nous défendrons tous les droits humains dans leurs dimensions indivisibles, collectives et individuelles. Nous œuvrerons pour empêcher la criminalisation des défenseur·euse·s des droits et nous nous opposerons aux menaces visant les militant·e·s et les journalistes, les petit·e·s producteur·rice·s, les écologistes, les migrant·e·s et les travailleur·euse·s engagé·e·s dans la syndicalisation et d'autres formes d'organisation. Nous chercherons également à mettre en place des mesures de protection pour celles et ceux qui résistent à l'accaparement des terres, aux déplacements forcés, à l'extractivisme, à l'exploitation et à la violence des entreprises multinationales.

Nous nous efforcerons de garantir les droits des travailleur·euse·s migrant·e·s — notamment le droit à un salaire juste, la lutte contre la traite des personnes, la protection juridique, l'accès aux soins de santé et des conditions de travail décentes — en accordant une

attention particulière aux femmes, qui sont confrontées à des vulnérabilités accrues et croisées. Nous défendrons leur dignité, en reconnaissant que les travailleur·euse·s migrant·e·s ne sont pas des victimes passives, mais des travailleur·euse·s, des producteur·rice·s alimentaires et des organisateur·rice·s qui soutiennent les économies et les cultures. Nous chercherons également à nous attaquer aux causes profondes de la migration, en la considérant comme un phénomène exacerbé par la guerre, l'effondrement climatique, la spoliation des terres et l'exploitation systémique.

Nous lutterons contre la suprématie blanche, le colonialisme et les systèmes qui divisent les communautés selon des critères de race, de classe, de caste et de genre. Nous combattons le racisme anti-Noir·e·s et les formes spécifiques d'oppression subies par les populations marginalisées sur le plan racial. Nous œuvrerons à la promotion de cadres de justice raciale, militerons pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Plan d'action de Durban, et mettrons en place des processus transparents de partage du pouvoir afin de s'assurer que les groupes opprimés sur le plan racial soient reconnus comme des acteur·rice·s essentiel·le·s de la transformation systémique.

Nous dénoncerons explicitement toutes les formes de violations des droits et de violence à l'encontre des femmes et des personnes de diversités sexuelles et de genre. Nous condamnerons le double fardeau qui pèse sur les femmes, qui font vivre leurs foyers et leurs communautés tout en restant marginalisées dans les sphères

politiques. Nous soutiendrons la création et le renforcement de collectifs féministes LGBTQI+ partout dans le monde.

Nous encouragerons une participation et un leadership significatifs des jeunes dans tous les espaces de prise de décision, en reconnaissant les jeunes comme des acteur·rice·s clés de la transformation systémique et en admettant que la jeunesse et le renouveau générationnel sont au cœur des luttes pour la terre, les semences, la pêche et la gouvernance. Nous soutiendrons leur formation politique et technique en tant que jeunes leaders, ainsi que la mise en place d'espaces permanents leur permettant de faire entendre leur voix et de participer à la prise de décision dans toutes nos actions.

Nous mettrons en place des mécanismes de gouvernance participative garantissant l'autodétermination des peuples et leur souveraineté dans la prise de décision. Nous nous emploierons à briser l'isolement des mouvements sociaux et citoyen·ne·s et à renforcer leur rôle collectif dans les espaces politiques. Nous soutiendrons les diverses formes de résistance et d'action populaires, à commencer par le niveau local, et nous appuierons les initiatives en faveur de réformes structurelles qui favorisent les mouvements de base. Nous défendrons la liberté syndicale et le droit d'organisation. Nous renforcerons les capacités des différents secteurs et peuples à articuler leurs luttes au sein des plateformes de mouvements, et à interagir avec d'autres plateformes mondiales dans la lutte pour une transformation systémique.

Nous plaiderons en faveur de cadres politiques et juridiques solides et contraignants, ainsi que de politiques publiques indispensables à l'instauration de la justice sociale, économique, de genre, raciale et environnementale. Nous exigerons une participation sociale organisée et populaire, ainsi qu'un pouvoir réel dans leur élaboration et leur mise en œuvre. Nous défendrons la mise en œuvre effective d'instruments internationaux établissant des cadres, pour une collaboration mondiale en défense des droits des peuples.

Nous prendrons des mesures énergiques pour mettre un terme à la mainmise des entreprises multinationales sur les institutions mondiales telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nous soutiendrons le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) des Nations unies, qui constitue à ce jour l'instance politique onusienne garantissant le mieux une participation effective de nos peuples à la prise de décision en matière de gouvernance alimentaire et à l'élaboration des politiques agricoles, et nous nous efforcerons de le défendre contre l'ingérence des intérêts des entreprises multinationales et les conflits géopolitiques.

Nous construirons un mouvement intersectoriel visant à transformer radicalement le système multilatéral, tout en continuant à utiliser les instances existantes des Nations unies au sein desquelles nous pouvons obtenir des mesures qui soutiennent

nos luttes. Nous relierons le plaidoyer mondial aux initiatives et aux données issues de la base, et nous ferons avancer nos programmes en faveur d'une transformation systémique dans tous les espaces et à tous les niveaux. Nous lutterons pour un système mondial qui place les droits des personnes au centre, qui empêche les entreprises transnationales et les grandes puissances militaires et financières d'exercer et d'imposer leur pouvoir et de s'accaparer les processus décisionnels, et qui soit capable de faire respecter l'ordre juridique international.

Nous renforcerons les fondements culturels, éducatifs et sociaux de la démocratie populaire. Nous reconnâtrons que la pratique de la démocratie commence au sein des collectifs auxquels nous participons directement, à commencer par la famille et la communauté. Nous aurons le courage de remettre en question les normes traditionnelles qui engendrent la discrimination, ainsi que les pratiques de ce type au sein de nos propres mouvements.



CONSTRUIRE LES ÉCONOMIES DES PEUPLES



Nous nous engagerons avec détermination à démanteler la mainmise des entreprises multinationales sur l'économie ainsi que les systèmes économiques oppressifs — capitalistes, coloniaux, patriarcaux et racistes — qui sont à l'origine des crises interdépendantes auxquelles nous sommes confronté-e-s. À leur place, nous chercherons à bâtir des économies basées sur les principes d'équité et de justice sociale, ainsi que sur les relations entre les peuples et avec la terre et les territoires.

Nous inscrirons nos actions dans une démarche sociale, solidaire et d'économie féministe, qui place les processus vitaux au cœur de l'activité socio-économique. Nous adhérons aux valeurs de coopération, de réciprocité et d'autogestion, en rappelant que la reproduction et les soins constituent les fondements mêmes de la vie économique.

Nous promouvons le commun comme pratique collective pour libérer ce qui a été privatisé et enfermé. Nous mettrons en œuvre des circuits économiques solidaires comme outil pour faire progresser la production, la gestion et la responsabilité communautaires, et pour favoriser l'autonomie et les soins. Nous accueillerons et dialoguerons avec toutes les traditions et visions des peuples, des communautés et des mouvements qui décrivent des aspects de la vie socio-économique de manière à promouvoir la paix, l'égalité, les droits, la justice et le bien-être — tels que la souveraineté alimentaire, la santé pour tous·tes, la justice climatique, la transition féministe et juste, le Buen vivir (« bien vivre ») et le Sarvodaya (« bien-être pour tous »).

Ensemble, nous mènerons des luttes à l'échelle mondiale et nationale visant à limiter le pouvoir des entreprises multinationales, à répondre aux besoins des peuples et à défendre l'espace nécessaire pour que les économies populaires puissent se construire par la base. Nous reprendrons possession des territoires et inverserons la marchandisation, la privatisation, la déréglementation et la financiarisation de la nature et de l'économie. Nous donnerons de la visibilité aux actions de solidarité internationaliste avec les luttes populaires contre l'agression des entreprises multinationales. Nous nous mobiliserons pour l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant des Nations unies, ambitieux et efficace, visant à réglementer les activités des sociétés multinationales, ancré dans le droit international des droits humains.

Nous nous battons pour une réforme en profondeur de l'architecture injuste de la gouvernance financière mondiale. Conscient·e·s que les institutions financières contrôlent la souveraineté de nombreux pays, nous exigerons la fin des politiques d'ajustement structurel qui perpétuent les cycles de dépendance et d'exploitation. Nous promouvrons la justice fiscale et les réparations pour l'esclavage, le colonialisme, ainsi que l'extraction, l'exploitation et la destruction écologique qui se poursuivent. Nous lutterons pour l'annulation de la dette illégitime qui accable de nombreux pays du Sud global (et certains du Nord global), et qui perpétue les économies basées sur l'import-export dans lesquelles ils sont piégés.

Nous nous efforcerons sans relâche de briser les mécanismes par lesquels l'économie capitaliste aggrave les conséquences intolérables de la guerre, de l'occupation, des déplacements de population et des migrations forcées, qui vont de pair avec la recherche du profit dans la production d'armes et avec des politiques inhumaines de contrôle des frontières et de criminalisation des migrant·e·s et des réfugié·e·s. Nous nous attacherons à bâtir des économies de paix, basées sur la coopération plutôt que sur la concurrence.

Reconnaissant que le commerce est une activité économique fondamentale de toutes les sociétés, nous nous efforcerons de promouvoir des modalités centrées sur les personnes et la planète.

Au niveau mondial, nous militerons pour un nouveau cadre international alternatif régissant les échanges entre les pays : un cadre basé sur la souveraineté alimentaire, la justice, la solidarité et la réciprocité, et garantissant aux pays l'autonomie nécessaire pour élaborer des politiques publiques appropriées visant à assurer une production alimentaire locale suffisante et saine, des revenus équitables pour tous·tes les travailleur·euse·s et producteur·rice·s, ainsi que des prix accessibles pour la population, en s'appuyant sur des politiques publiques qui ont fait leurs preuves. En parallèle, nous ferons pression pour que les gouvernements se retirent des accords de libre-échange et d'investissement, s'opposent à la signature de nouveaux accords reproduisant le modèle néolibéral auquel nous nous opposons, et luttent avec force contre les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE).

Nous veillerons à ce que le commerce régional et continental prime sur le commerce mondial et à ce que les marchés régionaux et continentaux se développent sans subir d'influences économiques et géopolitiques extérieures. Nous développerons le commerce de manière ascendante, en nous appuyant sur des marchés territoriaux gérés démocratiquement qui offrent un accès équitable et des prix justes à tous·tes (y compris les petit·e·s producteur·rice·s, les femmes, les personnes de toutes orientations sexuelles et de tous genres, et les jeunes), tout en remplissant de multiples fonctions sociales et éducatives, en encourageant la diversité, en dynamisant les économies territoriales des

populations et en reliant les zones rurales et urbaines. Nous promouvrons l'économie des Peuples Autochtones et des peuples forestiers grâce aux produits forestiers non ligneux, à la médecine traditionnelle et aux pratiques de chasse et de cueillette.

Nous prendrons des mesures pour veiller à ce que la législation nationale, les normes et les accords commerciaux internationaux respectent les droits humains des personnes impliquées dans tous les aspects de la vie socio-économique des pays et des territoires. Nous exigerons des politiques publiques qui favorisent l'économie sociale et solidaire, les marchés territoriaux et les petit-e-s producteur-riche-s locaux-ales, la protection sociale et la sécurité sociale, y compris l'accès à des soins de santé primaires complets. Nous insisterons pour que les réformes fiscales et de la dette à l'échelle mondiale s'accompagnent d'une utilisation transparente et démocratiquement contrôlée des ressources au niveau national, afin de développer les économies populaires au niveau local et d'élargir les services publics à tous-tes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports et autres.

Nous ferons pression pour mettre en place des mécanismes visant à prévenir la corruption dans les systèmes d'indemnisation, y compris les subventions. Reconnaissant que l'endettement des ménages est un fléau croissant à l'échelle mondiale, en particulier pour les femmes, nous lutterons contre la microfinanciarisation du crédit.

Dans le cadre de notre action en faveur des économies populaires, nous mènerons des recherches et diffuserons des informations sur les obstacles que posent les cadres juridiques et les politiques publiques, qui servent les intérêts des multinationales, à la mise en place d'une transition juste, féministe et populaire, ainsi qu'à la démocratisation des systèmes énergétiques, alimentaires, sanitaires, éducatifs, de soins et autres. Nous organiserons des campagnes visant à reprendre le contrôle du récit afin de remettre en cause l'emprise des entreprises multinationales sur les idées de durabilité, de sécurité et de prix.

Nous nous appuierons sur les multiples alternatives existantes aux systèmes économiques oppressifs. Nous encouragerons le partage horizontal et intergénérationnel d'expériences et de connaissances entre les mouvements afin de mettre en réseau et de créer des synergies entre les multiples manifestations des économies populaires qui se construisent à partir de la base — telles que les marchés territoriaux, les services de santé communautaires et les transitions énergétiques populaires, féministes et équitables, gérés par les peuples.



SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET AGROÉCOLOGIE



Nous nous efforcerons de démanteler le système alimentaire mondialisé et industrialisé, dominé par les grandes entreprises multinationales, qui porte atteinte aux droits sociaux, économiques, culturels et environnementaux des populations ainsi qu'à leurs moyens de subsistance, tout en nuisant à l'environnement et en exacerbant les crises climatiques et celles liées à la biodiversité. En lieu et place de ce système, nous continuerons à promouvoir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, en renforçant le droit à l'alimentation par le biais de systèmes alimentaires locaux et territoriaux, comme revendication centrale.

Nous défendrons notre conception de la souveraineté alimentaire contre toute tentative de cooptation par les mouvements nationalistes et protectionnistes qui se répandent aujourd'hui. Nous réaffirmons explicitement notre engagement collectif envers les

six piliers de la souveraineté alimentaire : nourrir les populations ; valoriser les producteur·rice·s ; localiser les systèmes alimentaires ; assurer le contrôle au niveau local ; développer les connaissances et les compétences ; et travailler en harmonie avec la nature. Ces piliers constituent des engagements vivants que nos mouvements ont fait progresser et continueront d'approfondir à travers des luttes concrètes et des actions collectives.

Nous continuerons à promouvoir l'agroécologie comme voie vers la souveraineté alimentaire, en la considérant non seulement comme une pratique et une science, mais aussi et surtout comme un mouvement social et un mode de vie, un « tisserand d'identité collective » qui rassemble les paysan·ne·s, les Peuples Autochtones, les pêcheur·euse·s artisanaux·ales, les éleveur·euse·s et les consommateur·rice·s du monde entier. Au travers de l'agroécologie, nous favoriserons les échanges et l'apprentissage mutuel entre des expériences et des systèmes de connaissances diversifiés.

Nos mouvements uniront leurs forces pour renforcer les systèmes agroécologiques locaux et l'autonomie, afin de développer l'agroécologie à plus grande échelle. Nous mettrons l'agroécologie à profit pour faire évoluer le modèle de production dominant vers des systèmes alimentaires territoriaux, au sein desquels les communautés et les Peuples Autochtones pourront produire leur propre alimentation, adaptée à leur culture, et entrer en contact avec les consommateur·rice·s par le biais de marchés territoriaux.

Ce faisant, nous encouragerons les économies sociales et solidaires qui renforcent l'autosuffisance et la résilience, et favoriserons des liens plus étroits entre les zones urbaines et rurales, basés sur la solidarité, l'entraide et la coopération.

Conscient·e·s du rôle central et de la responsabilité des États dans la mise en œuvre intégrale de l'agroécologie, nous exigerons que les politiques publiques soutiennent les systèmes agroécologiques au lieu de privilégier les modèles agro-industriels. Nous plaiderons en faveur de politiques mondiales qui reconnaissent l'agroécologie comme la meilleure solution à nos multiples crises et mobilisent des ressources pour sa mise en œuvre au niveau national, par exemple en intégrant l'agroécologie dans les politiques nationales et les programmes scolaires, ou en orientant les financements publics vers une véritable agroécologie et une recherche menée par les paysan·ne·s, plutôt que vers des pratiques dictées par les entreprises multinationales et qualifiées d'« agriculture intelligente face au climat ».

Nous redoublerons d'efforts pour garantir la pérennité de la pêche artisanale et les moyens de subsistance des pêcheur·euse·s, et pour promouvoir le bien-être des communautés de pêcheur·euse·s — notamment des pêcheuses, des femmes qui collectent des fruits de mer, des ramasseuses de coquillages et des praticien·ne·s de l'aquaculture artisanale —, en reconnaissant leur rôle essentiel dans la réalisation de la souveraineté alimentaire. Pour faire avancer ces objectifs, nous nous organiserons au niveau national afin d'exiger

la mise en œuvre des Directives de la FAO pour la pêche artisanale ; nous mènerons des recherches-actions participatives pour documenter la perte des terres côtières et des ressources halieutiques ; nous mènerons des campagnes contre l'aquaculture industrielle et les formes destructrices d'extractivisme ; nous préparerons des actions en justice pour garantir les droits coutumiers, les droits maritimes artisanaux et les territoires, et nous construirons des réseaux juridiques pour soutenir ce travail ; élaborer des projets de loi donnant la priorité à la pêche artisanale par rapport à la pêche industrielle ; et dénoncer les abus en matière de certification écologique.

Les résultats de ces travaux permettront d'éclairer et de renforcer notre participation, notre engagement et nos demandes dans le cadre du Cadre stratégique mondial pour la pêche artisanale (SSF-GSF) et au sein du Comité des pêches de la FAO (COFI), ainsi que notre plaidoyer en faveur de la ratification et de la mise en œuvre de la Convention n° 188 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail dans le secteur de la pêche, afin de garantir des conditions de travail décentes, la sécurité en mer et la protection sociale des pêcheur·euse·s dans les eaux maritimes et continentales.

Nous nous emploierons à faire en sorte que les systèmes pastoraux soient reconnus comme des moyens de subsistance indispensables à la production alimentaire, qui soutiennent les communautés, les territoires et la biodiversité, mais qui continuent d'être

systématiquement mis à mal par les modèles industriels et la croissance extractiviste. Nous soutiendrons les mouvements pastoraux dans leur promotion de l'agroécologie et leur mobilisation pour une résilience transformatrice face à l'extractivisme et au contrôle territorial. Compte tenu du rôle crucial des communautés sylvopastorales dans la sauvegarde de la diversité génétique et la lutte contre l'effondrement de la biodiversité causé par les systèmes d'élevage industriels, les dérèglements climatiques et la perte de biodiversité, nous plaiderons en faveur de la reconnaissance des savoirs pastoraux, des institutions coutumières et des pratiques d'élevage écologiques, et exigerons leur pleine intégration dans les processus de gouvernance et de prise de décision. Nous reconnaitrons et promouvrons les modes de vie nomades et pastoraux comme sources de produits de meilleure qualité et plus sains, avec une utilisation minimale de produits chimiques. Nous ferons avancer ce travail par des actions collectives concrètes, notamment en soutenant un rassemblement mondial des éleveur·euse·s qui se tiendra en Mongolie en août 2026, dans le cadre de l'Année internationale des pâturages et du pastoralisme (AIPP). Nous demanderons à la FAO de garantir le droit des pastoralistes mobiles et des nomades autochtones à une représentation équitable et à une participation effective aux plateformes et processus liés au pastoralisme, notamment l'Année internationale des pâturages et du pastoralisme (AIPP), le Centre de connaissances sur le pastoralisme et les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, à la pêche et aux forêts (DVRF).

En outre, nous exigerons la promotion et la protection des droits et des intérêts des pastoralistes mobiles et des nomades autochtones, tels que consacrés dans la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), dans l'ensemble des cadres et processus internationaux tels que la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNUCLD) et la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Nous continuerons à nous opposer à l'expansion des informations sur les séquences numériques (DSI), de la biologie synthétique et de la géo-ingénierie, favorisée par des régimes de propriété intellectuelle qui restreignent l'accès aux ressources génétiques, aux médicaments et aux technologies de santé. Nous contesterons le contrôle des entreprises multinationales sur les infrastructures numériques qui privatisent la biodiversité et la vie elle-même, et nous plaiderons en faveur d'une interdiction claire des brevets et de toute autre forme de droits de propriété intellectuelle sur les ressources génétiques, y compris leurs parties et leurs composants.

Nous construirons des alliances avec les mouvements pour la justice numérique afin de démocratiser la technologie, d'empêcher la récupération des données par l'agro-industrie et de créer des infrastructures numériques détenues par les communautés qui renforcent l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Nous renforcerons notre participation et notre engagement dans le

cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA), où nous continuerons à plaider en faveur de la reconnaissance juridique et de la protection des systèmes semenciers des paysan·ne·s et des Peuples Autochtones. Parallèlement, nous exigerons la mise en œuvre intégrale, au niveau national, du droit collectif des Peuples Autochtones et des paysan·ne·s de conserver, d'échanger et de vendre leurs semences, tel qu'il est consacré par l'article 9 du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (article 17) et la Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples Autochtones, en particulier l'article 31. Nous renforcerons les campagnes mondiales appelant les paysan·ne·s et les Peuples Autochtones à ne pas fournir de semences aux banques de semences, nous organiserons de nouvelles campagnes contre le biopiratage numérique et le piratage de données, et nous exigerons des mesures juridiques pour empêcher la colonisation numérique. Nous contesterons également les lois sur les brevets sur les semences et les accords commerciaux tels que l'Accord de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) de 1991, qui criminalisent la conservation des semences.

Dans toutes nos actions, nous continuerons à défendre fermement nos territoires. Nous mettrons en place des aires protégées démocratiques, participatives, ascendantes et gérées par les

communautés afin de préserver la biodiversité. Nous œuvrerons à renforcer les systèmes semenciers locaux et gérés par les paysan·ne·s en développant des modèles communautaires de gestion des semences, tels que des banques de semences communautaires au niveau des ménages, local ou régional, afin de répondre aux besoins des paysan·ne·s et de garantir la souveraineté semencière. Nous mettrons en place et renforcerons la gestion communautaire des races animales autochtones, et nous protégerons activement ces races, les systèmes alimentaires sauvages et les savoirs écologiques des communautés nomades dans le cadre d'une transformation systémique nécessaire.



GARANTIR L'ACCÈS À LA TERRE, À L'EAU, AUX TERRITOIRES, ET LA RÉFORME AGRAIRE



Nous nous opposerons fermement à la privatisation, à l'exploitation extractiviste et à la marchandisation des terres, de l'eau et des territoires qui dépossèdent et déplacent nos populations et nos communautés. Au contraire, nous défendrons et ferons respecter les droits collectifs à la terre, à l'eau, aux zones de pêche, aux semences et à la santé, piliers essentiels de la souveraineté alimentaire.

Nous ancrerons nos luttes dans les cadres internationaux, notamment les Directives volontaires du CSA sur la gouvernance responsable des régimes fonciers, la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), la Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) et la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Nous défendrons la Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples Autochtones (UNDRIP) et nous lutterons pour la restitution et la reconnaissance officielle des terres et territoires des Peuples Autochtones, le respect des traités existants entre les nations autochtones et les États, ainsi que la mise en œuvre intégrale du principe du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans toutes les questions touchant aux terres, aux eaux et aux ressources autochtones. Nous ferons pression sur les États pour qu'ils modifient le Code international de conduite pour la gestion des pesticides (ICCPM) de la FAO/OMS et y intègrent le consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) des Peuples Autochtones. En outre, nous nous opposerons fermement à tout langage, toute politique ou tout cadre des Nations unies qui porte atteinte aux droits des Peuples Autochtones en les confondant avec les « communautés locales », occultant ainsi leurs droits, leur statut et leur autodétermination distincts en vertu du droit international.

Nous continuerons à défendre le régime foncier collectif et familial, ainsi que les droits fonciers des communautés forestières, qui sont essentiels au maintien des moyens de subsistance non extractifs liés à la forêt. Nous plaiderons en faveur de la mise en œuvre intégrale de l'article 17 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·ne·s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui prévoit notamment des mesures visant à garantir le droit d'accès à la terre et son utilisation, à assurer la participation des communautés aux décisions affectant leurs

droits fonciers, à protéger les droits fonciers, à prévenir les expulsions et les déplacements illégaux, et à garantir une restitution adéquate en cas de dépossession.

Nous soutiendrons les politiques qui garantissent aux populations urbaines marginalisées un accès sûr et équitable à la terre afin qu'elles puissent cultiver des aliments sains et adaptés à leur culture et reprendre le contrôle de leurs systèmes alimentaires, en reconnaissant l'agriculture urbaine comme un élément essentiel de la souveraineté alimentaire, de la justice alimentaire et de la résilience locale.

Nous encouragerons une gestion des territoires menée par les communautés et axée sur les droits. Cela inclut la régénération des récifs, des mangroves, des cours d'eau et des zones de reproduction ; la protection des espèces migratoires ; le démantèlement des méga-barrages destructeurs ; et la restauration des écosystèmes endommagés par l'extractivisme et le développement industriel.

Nous continuerons à défendre et à promouvoir les droits pastoraux et les systèmes de pâturage traditionnels qui reposent sur la mobilité, les pâturages et l'eau, ainsi qu'à rejeter les frontières administratives arbitraires et les politiques climatiques néocoloniales. Nous serons solidaires des mouvements de récupération des terres et des mouvements anticoloniaux menés par les Peuples Autochtones et d'autres communautés

historiquement spoliées — celles qui ont été chassées de force par la colonisation, l'esclavage, les conflits, les catastrophes environnementales ou les crises prolongées. Nous affirmons que les luttes décoloniales doivent être inclusives, éviter d'occulter d'autres groupes marginalisés et s'ancrer dans une résistance et une solidarité communes.

Nous rejetons l'héritage colonial des systèmes agraires extractifs qui continuent aujourd'hui encore de façonner les systèmes alimentaires mondiaux — des systèmes qui maintiennent nos peuples dans la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires, tandis que nos terres sont utilisées pour cultiver des produits d'exportation qui ne nous nourrissent pas. Nous exigerons des réparations pour les dommages environnementaux et sociaux causés par les plantations de monoculture — telles que celles d'huile de palme, de canne à sucre et de bananes — ainsi que par les conflits armés, les opérations minières et les projets agro-industriels, qui ont empoisonné nos eaux, déplacé nos communautés et détruit nos systèmes alimentaires.

Nous insisterons sur le fait que la récupération des terres et des territoires passe par une (re)distribution juste, démocratique, inclusive et durable des terres, de l'eau et des territoires. Nous lutterons pour des processus de réforme agraire globaux, intégrés et populaires qui garantissent le droit à l'autodétermination et permettent la mise en œuvre pleine et entière de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire dans nos territoires.

La redistribution des terres doit donner le contrôle du territoire aux paysan·ne·s, aux pêcheur·euse·s, aux éleveur·euse·s, aux femmes rurales, aux personnes LGBTQIA+, aux habitant·e·s des forêts et aux jeunes. Elle doit garantir un accès équitable à l'eau, aux semences, aux forêts et aux autres ressources, afin de soutenir les systèmes alimentaires locaux et de reconnaître les territoires ancestraux des Peuples Autochtones. Nous appelons la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR+20) à servir de forum véritablement multilatéral et participatif pour évaluer les progrès réalisés en matière de gouvernance des terres, de la pêche et des forêts. Nous insistons pour qu'elle fasse évoluer les politiques publiques afin de lutter contre l'accaparement des terres et des ressources, la concentration foncière, le changement climatique, la dégradation de l'environnement, l'effondrement de la biodiversité, la violence à l'encontre des défenseur·euse·s des terres, la discrimination envers les femmes et les personnes de divers genres et orientations sexuelles, les conflits agro-pastoraux et la guerre.



GARANTIR LA SANTÉ POUR TOU·TE·S



Nous remettons en cause les discours coloniaux, capitalistes et corporatistes qui entretiennent la croyance selon laquelle les êtres humains sont séparés de la nature et ont le droit de l'exploiter. Dans cette optique, nous renforcerons et développerons davantage une vision globale de la santé ancrée dans les principes du buen vivir et la placerons au cœur de la souveraineté alimentaire et d'une transition climatique juste, en reconnaissant que la santé humaine est indissociable de celle de la Terre Mère, des écosystèmes et des autres êtres vivants avec lesquels nous coexistons.

Nous poursuivrons notre combat pour la santé de nos corps — ce premier « territoire » que nous devons contrôler et défendre. C'est sur cette base même que nous militerons en faveur d'initiatives de santé publique qui, entre autres, promeuvent l'allaitement

maternel comme la première et la plus fondamentale des expressions de la souveraineté alimentaire et sanitaire. Nous promouvrons la reconnaissance de la santé mentale, de l'épuisement professionnel et des traumatismes — en particulier chez les militant·e·s, les agriculteur·rice·s et les communautés de première ligne — comme des dimensions que la souveraineté sanitaire doit inclure pour garantir le bien-être émotionnel et psychologique. Nous plaiderons en faveur de politiques publiques plus fortes, d'un soutien communautaire, d'une reconnaissance sociale et d'une réorganisation équitable des soins. Nous soutiendrons le renforcement des soins de santé communautaires, parallèlement à des systèmes de soins décentralisés, autogérés et culturellement adaptés qui redonnent la santé et les soins au peuple.

Nous encouragerons la mise en place de systèmes de santé publique universels et équitables, basés sur la stratégie des soins de santé primaires intégrés (SSPI) et sur des approches interculturelles. Nous défendrons la contribution des soins de santé primaires intégrés à la réalisation de la souveraineté alimentaire, du droit à la santé, de la santé de la Terre Mère, de l'égalité, de la justice climatique et du bien vivre dans les territoires, grâce à des actions intersectorielles en faveur de la santé et à une participation communautaire significative.

Nous nous efforcerons de démocratiser la gouvernance sanitaire, y compris au sein de l'Organisation mondiale de la santé, aux niveaux global, régional et local, afin de la replacer sous contrôle

public et de renforcer son financement public, en la rendant indépendante de l'influence des puissances impérialistes, des grandes entreprises et des philanthropes capitalistes. Nos luttes s'opposeront à la privatisation des systèmes de santé, défendront les droits des travailleur·euse·s de la santé et lutteront contre la militarisation et l'instrumentalisation de la santé ainsi que contre le racisme dans les systèmes de santé. Elles promouvront également des politiques nationales en matière d'environnement, de climat et de santé pouvant servir de fondement à des soins de santé axés sur la promotion, la prévention, le traitement et la réadaptation.

Nous encouragerons l'interculturalité et favoriserons un dialogue sur les connaissances et les pratiques de santé entre le système de santé occidental et les systèmes de santé traditionnels des Peuples Autochtones, des paysan·ne·s, des pêcheur·euse·s et d'autres communautés. Au cœur de cette vision se trouve la reconnaissance de l'importance cruciale des connaissances médicinales traditionnelles, en particulier l'utilisation des plantes médicinales, qui sont intimement liées à la souveraineté alimentaire. Nous lutterons pour assurer leur protection et leur respect, pour que leur utilisation soit déterminée par les Peuples Autochtones, et pour empêcher leur appropriation par les entreprises pharmaceutiques et agroalimentaires.

Nous militerons en faveur de systèmes pharmaceutiques publics reposant sur la recherche, le développement, la production et la

distribution publics de médicaments et de technologies de santé. À cet égard, nous militerons sans relâche pour l'élimination des obstacles liés à la propriété intellectuelle qui limitent l'accès aux médicaments et aux technologies de santé en tant que biens publics, en accordant une attention particulière à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Nous nous concentrerons sur la fin de la « guerre contre la drogue » en tant qu'approche visant à réduire le commerce illicite de stupéfiants. Nous chercherons à la remplacer par un système de décriminalisation et de régulation légale qui défend la justice sociale et donne la priorité à la santé des personnes et de la planète.

Nous renforcerons notre lutte pour une réglementation stricte des aliments ultra-transformés et des politiques nationales qui favorisent la santé et la prévention des maladies chroniques non transmissibles. Parallèlement, nous lancerons des campagnes de sensibilisation de masse sur l'alimentation et la nutrition, axées sur la détermination sociale de la santé et dénonçant les dégâts causés par l'agriculture industrielle, l'aquaculture intensive et l'influence néfaste des géant·e·s de l'agroalimentaire et des boissons gazeuses. De plus, nos mouvements continueront d'identifier, de documenter et de combattre les violations du droit fondamental à l'alimentation et à la santé causées par le modèle agro-industriel dominant — caractérisé par les monocultures,

l'aquaculture industrielle et les « aliments issus de l'économie bleue », les organismes génétiquement modifiés et édités, les pesticides, les engrais chimiques et les exploitations d'élevage intensif (CAFO) qui recourent à l'utilisation massive d'antibiotiques et d'antiviraux. Nous militerons pour mettre fin à l'exposition aux produits chimiques de tous·tes les travailleur·euse·s, pour remédier à la contamination dans les zones touchées et pour prendre soin de celles et ceux qui subissent des conséquences sur leur santé.



PARVENIR À LA JUSTICE CLIMATIQUE ET UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE FÉMINISTE ET JUSTE



Nous démantèlerons les structures de pouvoir abusives qui sont à l'origine des crises énergétiques, de la biodiversité, du climat et de l'alimentation, et nous nous opposerons aux fausses solutions qui nous mènent au bord de la sixième extinction de masse. Au contraire, nous proposerons et mettrons en œuvre les vraies solutions, celles qui s'appuient sur les besoins des peuples et des communautés et garantissent leurs droits à un climat et à un environnement sains, justes et propices à la vie.

Nous ferons avancer la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et la santé pour tou·te·s, en tant que solutions essentielles pour refroidir la planète, rétablir notre relation avec la nature, préserver et restaurer les écosystèmes, et mettre en place des moyens de subsistance résilients et durables. Nous intégrerons la santé environnementale dans les politiques nationales de santé et

militerons pour renforcer la législation et les politiques publiques qui soutiennent les solutions communautaires, telles que la gestion communautaire des forêts.

Nous nous opposerons fermement aux fausses solutions qui transforment la nature en marchandise et renforcent la dépendance coloniale, notamment les systèmes de certification et les compensations carbone et de biodiversité qui font porter la responsabilité aux pays du Sud global tout en permettant aux pollueur·euse·s de continuer à émettre. Les cadres de justice climatique doivent clairement distinguer l'exploitation capitaliste des pratiques traditionnelles et durables. Plus important encore, nous devons faire valoir les responsabilités des pays industrialisés du Nord global — fondées sur les responsabilités communes mais différenciées (PRCD) en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) — pour mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles, assurer le financement climatique et les réparations, et soutenir une transition juste tout en rejetant les programmes de greenwashing des entreprises multinationales. À cette fin, nous améliorerons la coordination entre nos mouvements au sein de la Conférence des Parties à la CCNUCC, en continuant à dénoncer activement la mainmise des entreprises multinationales et à dénoncer les fausses solutions.

Nous nous battons pour obtenir des réparations et une restauration qui aillent au-delà de la simple compensation financière, notamment la reconnaissance des injustices passées,

la mise en cause des responsabilités et des garanties contre de futurs préjudices. Le financement de la transition énergétique est une responsabilité historique des pays du Nord global, et ces ressources ne doivent pas être détournées vers des mécanismes de compensation ou des fausses solutions. À cette fin, nous renforcerons l'application du principe des responsabilités communes mais différenciées (PRCD) pour faire respecter les réparations climatiques grâce à de multiples sources de financement public. Cela inclut la réaffectation des dépenses militaires, la taxation des riches et des principaux pollueur·euse·s, et la fermeture des paradis fiscaux, afin de respecter l'engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an, réitéré dans l'Accord de Paris, sous forme de subventions et non de prêts. Nous exigeons des réparations climatiques, pas de la dette.

Nous continuerons à militer pour une sortie rapide, financée et équitable des énergies fossiles et des projets d'extraction, dans le cadre de laquelle les pays qui ont historiquement émis le plus de gaz à effet de serre devront montrer l'exemple en réduisant massivement leurs émissions. Nous insisterons pour que tous les projets énergétiques soient résilients face au changement climatique, respectent la biodiversité, renforcent les droits collectifs, soient pris en charge localement, aient un faible impact et restent sous contrôle démocratique. Pour y parvenir, nous demanderons des comptes à l'État. Nous exigeons la reconnaissance des droits fonciers collectifs et des structures de gouvernance des Peuples Autochtones, le plein accès à l'information, la mise en place d'organismes de contrôle

indépendants, le respect du droit à l'autodétermination et la garantie totale du consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). Nous continuerons à militer pour une transition énergétique populaire, féministe et juste, en associant les syndicats en tant que partenaires essentiels à la défense des droits et des moyens de subsistance des travailleur·euse·s. Une transition énergétique féministe et juste doit être conduite par les communautés, et non par les entreprises multinationales. Ensemble, nous ferons pression pour que soient mises en place des stratégies de justice de genre qui permettent aux femmes et aux personnes LGBTQIA+ de co-diriger un avenir énergétique juste et durable. Nous nous organiserons avec les communautés travaillant dans les mines et les usines qui exploitent des combustibles fossiles, et exigerons des mesures publiques audacieuses pour créer des emplois dignes et décents dans les économies locales en transition. Dans le cadre d'une transition énergétique juste et centrée sur les personnes, nous exigerons également des infrastructures sûres et accessibles aux communautés pour les éleveur·euse·s et les petit·e·s éleveur·euse·s, y compris des installations de transformation locales.

Nous nous battons pour un nouveau système énergétique public, géré par les citoyen·ne·s, 100 % renouvelable, et garantissant à tou·te·s l'accès à une énergie sûre et abordable. Nous défendrons une vision qui allie la démocratie énergétique à la justice foncière et territoriale, et qui considère les énergies renouvelables sûres et propres comme un bien commun, libre de toute entrave liée à la

propriété intellectuelle. Pour atteindre cet objectif, nous remettrons en cause et transformerons les cadres réglementaires et juridiques régissant le secteur énergétique et ses liens avec les transports, le logement et d'autres secteurs. Nous promouvons des modèles de propriété axés sur les structures publiques (telles que les collectifs, les coopératives, les communautés) ainsi que sur les services publics. Nous œuvrerons pour rétablir le contrôle public sur le secteur énergétique, y compris la régulation des capitaux privés et des investissements. Enfin, nous soutiendrons activement et développerons les modèles participatifs de production et de distribution d'énergie, tels que les systèmes d'énergie renouvelable gérés par les communautés, en veillant à leur intégration dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.

SECTION 4

COMMENT NOUS RENFORCERONS NOS MOUVEMENTS ET METTRONS EN ŒUVRE NOTRE AGENDA



Dans le prolongement des axes interdépendants de convergence politique présentés ci-dessus, cette section expose les propositions concernant les mesures que nous comptons prendre pour mettre en œuvre notre ambitieux programme.

Nous adopterons l'intersectionnalité non seulement comme un concept, mais aussi comme une réalité vécue et comme notre boussole politique. Nous ferons avancer ce programme grâce à une approche intersectionnelle, intersectorielle et féministe qui brise les cloisonnements, remet en cause le pouvoir tant au sein

de nos mouvements qu'au-delà, et crée des espaces communs pour la lutte collective et pour imaginer un avenir différent et meilleur pour nos communautés. Nous élaborerons notre stratégie de mise en œuvre à travers une mobilisation collective ancrée dans l'internationalisme et la solidarité, un processus ambitieux de formation politique, de communication populaire et de plaidoyer politique transformateur, ainsi qu'en renforçant nos mouvements de l'intérieur tout en continuant à élargir nos alliances.



MOBILISATION ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE



Des mobilisations et des actions communes et coordonnées sont essentielles pour mettre fin à la fragmentation de nos luttes et donner tout son sens à la convergence intersectionnelle que nous construisons. Ensemble, nous mettrons à profit un éventail varié et militant de moyens d'action collective — notamment les tribunaux populaires, les campagnes, les boycotts coordonnés, la désobéissance civile et d'autres formes de résistance — pour lutter contre tous les systèmes de domination et d'exploitation.

Nous élaborerons des programmes politiques unifiés et relierons les luttes à l'échelle locale, régionale et mondiale, ainsi qu'entre les différents secteurs, tant dans les espaces autonomes qu'institutionnels. Nous organiserons une mobilisation allant du niveau local au niveau mondial, en mettant en œuvre une convergence ascendante avec les populations de base en tant

qu'acteur-ric-e-s principaux-ales. Notre mobilisation sera inclusive, permettant la participation même dans des contextes où les gens ne peuvent pas descendre dans la rue ou où la répression, le racisme ou le système des castes entravent l'engagement. Nous affronterons collectivement les barrières de la peur imposées par les régimes autocratiques en élaborant des stratégies pour contrer le rétrécissement de l'espace civique et la violence d'État.

Nos mobilisations et notre action collective s'ancrent dans un engagement profond en faveur de la solidarité internationaliste et d'un soutien actif aux luttes contre l'injustice, l'oppression, l'occupation, la guerre, le génocide et toutes les autres formes de domination à travers le monde. La Palestine occupe une place centrale dans cette lutte internationaliste, parallèlement à une solidarité sans faille avec tous les peuples et territoires qui résistent à l'impérialisme et au colonialisme.

Pour mettre en œuvre nos principes liés à la solidarité internationaliste, nous construirons et maintiendrons des infrastructures mondiales communes dédiées à la prise en charge, à l'entraide, à la formation et à l'éducation politique. Nous renforcerons les réseaux d'entraide autonomes et dirigés par les communautés qui répondent aux crises politiques, économiques et climatiques, tout en les défendant contre la mainmise de l'État et des entreprises. La prise en charge collective servira de stratégie de résistance, permettant de soutenir les mouvements, de guérir les traumatismes et de rendre possible la lutte à long terme.

Nous mobiliserons un soutien mondial en faveur des communautés qui défendent la terre, l'eau, le territoire, les droits des peuples et la vie elle-même, et nous coordonnerons des campagnes internationales pour dénoncer, contester et mettre fin à la criminalisation et à la persécution des mouvements sociaux. Nous développerons des réseaux transfrontaliers, en particulier dans les territoires ruraux et marginalisés, afin d'unir les luttes contre les formes d'oppression qui se croisent. Les Peuples Autochtones, les femmes, les jeunes, les communautés LGBTQIA+ et afro-descendantes seront placé·e·s au centre de nos préoccupations, en reconnaissant que leur leadership est essentiel à l'émancipation. Nous lutterons contre la violence sexuelle et basée sur le genre dans tous les espaces et exigerons réparation et responsabilité pour l'exploitation du travail, du temps et des corps des femmes au service des systèmes patriarcaux et capitalistes. En donnant la priorité aux plus opprimé·e·s, nous ferons progresser des sociétés fondées sur la dignité, la bienveillance et la justice.

Nous travaillerons collectivement à l'organisation de mobilisations et de campagnes coordonnées autour des enjeux identifiés dans la section 3. Nous nous engageons à organiser une grève générale afin de mettre en avant le travail de soin et de lien et son rôle central dans le maintien de nos sociétés, dans le but de défendre les droits de ces personnes — en particulier des travailleur·euse·s du secteur informel et non rémunéré·e·s — et de remettre en cause les systèmes patriarcaux et capitalistes qui rendent leur travail invisible.

Nous lancerons une campagne mondiale contre l'impérialisme, les guerres, les conflits et les génocides, ainsi que contre l'utilisation de la famine et la destruction des systèmes de santé comme armes de guerre. Dans le cadre de cette initiative, nous dénoncerons et combattrons la famine et l'utilisation de la nourriture comme arme en Palestine, à la fois pour dénoncer ces crimes et pour mettre en lumière des tendances mondiales plus larges qui exigent une action urgente. Partant de là, nous présenterons la famine et les blocus alimentaires comme des crimes politiques et juridiques délibérés plutôt que comme des accidents humanitaires. Nous mobiliserons un plaidoyer international mené par la base pour demander des comptes aux responsables et faire évoluer la conscience mondiale. Nous ferons avancer ce programme au sein des principales instances politiques internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU), le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU). Nous œuvrerons à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant, en commençant par un projet élaboré par consensus entre les mouvements sociaux et leurs allié·e·s, et en le faisant progresser au sein des forums multilatéraux en vue de sa négociation et de son adoption. Nous marquerons cet engagement en organisant et en célébrant une journée mondiale de mobilisation annuelle liée à cette campagne, qui unira les mouvements et les communautés du monde entier.

Enfin, nous célébrerons chaque année la Journée Nyéléni comme un moment de mobilisation massive et coordonnée de l'ensemble des mouvements sociaux, autour d'un programme ambitieux et commun et d'un appel en faveur d'un changement systémique lancé par les mouvements de base.



PLAIDOYER ET POLITIQUES



Un plaidoyer efficace et convaincant auprès des autorités à tous les niveaux contribuera de manière décisive à la réalisation des objectifs que nous visons à atteindre dans les six axes interdépendants, qui détaillent les multiples politiques, cadres juridiques et réglementations que nous entendons mettre en place. Notre plaidoyer s'appuiera sur notre travail de formation politique, afin que la capacité à défendre et à représenter les positions des mouvements soit détenue par l'ensemble de nos membres, et non pas uniquement par le leadership. Il sera amplifié par nos communications sociales et renforcé par la construction d'alliances.

Notre mobilisation et notre solidarité internationaliste seront indissociables d'un plaidoyer politique coordonné. Ancrée dans les luttes sur le terrain et dans le leadership des peuples et des

mouvements, notre action collective s'étendra aux espaces politiques nationaux, régionaux et mondiaux afin de faire face au pouvoir des entreprises multinationales, de résister aux fausses solutions et de défendre nos droits. La mobilisation donnera une force politique à notre plaidoyer, tandis que notre engagement dans les arènes institutionnelles servira à amplifier, défendre et mettre en œuvre les programmes façonnés par nos mouvements. Au sein de ces espaces, nous organiserons des assemblées de mouvements sociaux et de Peuples Autochtones afin de garantir que notre programme soit pleinement intégré et que nous parlions d'une seule voix.

Notre action de plaidoyer se déroulera au niveau local, où les autorités peuvent adopter des mesures de soutien telles que des marchés publics favorisant les petit-e-s producteur-ric-e-s agroécologiques ou des services de santé gérés par les communautés. Elle se concentrera fortement sur le niveau national, dans le cadre d'un effort crucial visant à reconstruire une démocratie fondée sur des États tenus de rendre des comptes dans le respect du cadre des droits humains. Elle s'étendra au niveau régional, qui revêt une importance croissante dans le contexte géopolitique multipolaire actuel, en allant jusqu'au niveau mondial et en redescendant au niveau local.

Nous élaborerons ainsi une stratégie cohérente qui relie la résistance populaire, la solidarité internationale et la transformation des politiques à tous les niveaux, et ferons pression sur les États membres pour qu'ils respectent les directives, normes et traités des Nations unies au niveau national.

Nous ferons valoir notre programme politique commun au sein des instances des Nations unies et des forums internationaux dans le cadre de nos luttes collectives. Notre engagement dans ces espaces sera guidé par les priorités, les campagnes et les processus définis par nos mouvements, et visera à faire avancer nos revendications, à défendre les acquis obtenus au cours de décennies de lutte, et à promouvoir une transformation systémique du système multilatéral afin qu'il serve les droits, la souveraineté et la dignité des peuples. Grâce à cette approche, le plaidoyer international renforcera nos mobilisations et approfondira la solidarité entre les territoires, et préparera le terrain pour transformer radicalement le système multilatéral, en le reconstruisant à partir de la base.



CONSTRUCTION DE MOUVEMENT



Notre force réside dans la construction d'une alliance unie et intersectionnelle. La construction du mouvement doit donc garantir l'inclusion, la visibilité et l'intersectionnalité de tous les groupes, mouvements et identités qui contribuent à la transformation systémique. Notre tâche consiste à nous rendre visibles, à dépasser les cloisonnements et à unir ces luttes grâce à une solidarité intersectionnelle, en démantelant les systèmes d'oppression qui nous divisent.

Nous nous engageons à favoriser une analyse, une critique et une restructuration internes continues afin de lutter contre les manifestations internes de l'oppression — notamment le patriarcat, le racisme, le capacitisme et la cis-hétéronormativité — et à créer un espace ouvert à toutes les identités et à toutes les diversités.

Nous poursuivrons le travail inachevé de lutte contre le patriarcat et le colonialisme au sein de nos propres organisations, en reconnaissant que le féminisme n'est pas seulement un cadre politique, mais aussi une manière d'être fondamentale capable de guider le changement systémique.

Nous nous engageons à placer la bienveillance au cœur de notre travail et à refuser de reproduire les rapports de force que nous cherchons à démanteler. Nous donnerons la priorité à l'écoute et à la bienveillance, en particulier envers les mouvements dont la voix est moins entendue, en reconnaissant que les groupes marginalisés ne sont pas intrinsèquement marginalisés et que la libération de tous les individus est indissociable de la libération des diversités et des groupes opprimés.

La création d'espaces participatifs et inclusifs nécessite également une réflexion sur la langue et le pouvoir. Nous nous engageons à promouvoir une justice linguistique intersectionnelle et décolonisée qui reconnaisse et s'attaque aux inégalités de pouvoir historiques et actuelles liées à la langue, et qui garantisse la pleine participation de tous les mouvements, peuples et communautés. Nous affirmons que la justice linguistique va au-delà des services techniques d'interprétation et de traduction ; elle est fondamentale pour nos luttes, car elle permet une participation authentique, plurielle et transformatrice. Notre engagement porte sur une diversité réelle et vivante : créer des outils collectifs qui honorent toutes les langues en tant que vecteurs de connaissances,

de pouvoir et de résistance, et qui amplifient les voix plurielles qui façonnent nos luttes pour un changement systémique.

La transformation exige également de repenser le leadership et la responsabilité au sein de nos mouvements. Nous redéfinirons le leadership pour nous éloigner des personnalités célèbres et nous tourner vers des collectifs diffus, où les décisions sont prises par consensus fluide et dans un esprit de responsabilité partagée.

La mise en place de structures bienveillantes, inclusives et non hiérarchiques nécessite l'élaboration collective de cadres de lutte contre le harcèlement et la discrimination, ainsi que de cadres de prise en charge, comprenant des mécanismes de responsabilité équitables et participatifs. Ceux-ci seront complétés par du matériel pédagogique et des formations sur les pratiques inclusives, non patriarcales et non discriminatoires, afin de s'assurer que notre façon de collaborer reflète le monde que nous cherchons à construire.

Nous reconnaissons l'importance de soutenir le développement du leadership et le renforcement des capacités des jeunes afin d'assurer la vitalité à long terme de nos mouvements. Nous soutiendrons donc les jeunes – en particulier les personnes leaders LGBTQIA+ et les femmes – dans l'organisation de diverses activités en milieu rural et urbain. Nous veillerons à l'intégration active des voix des jeunes dans les instances décisionnelles et mettrons en place des sources de financement spécifiques pour l'entrepreneuriat des jeunes, l'innovation et la transmission intergénérationnelle du leadership.

Nous nous engageons à créer et à maintenir, au sein de nos mouvements, des espaces politiques, organisationnels et pédagogiques dédiés aux femmes, aux jeunes et aux personnes aux identités de genre et de sexualité diverses. Ces espaces ne sont pas secondaires, mais essentiels à la construction de nos mouvements ; ils permettent l'expression autonome, la solidarité collective, le développement du leadership et la coordination stratégique.

En veillant à ce que les femmes, les jeunes et les personnes de toutes diversités disposent de leurs propres espaces sûrs, dotés de ressources et de pouvoir décisionnel, nous renforçons notre capacité collective à remettre en cause les structures patriarcales, coloniales et d'exclusion, et à faire avancer des programmes de transformation basés sur la justice, la dignité et l'autodétermination.

Les espaces associatifs et universitaires sont remodelés par des modèles de financement néolibéraux, et les donateurs philanthropo-capitalistes favorisent la dépendance et la concurrence. Nous avons besoin de stratégies de financement qui s'opposent aux logiques patriarcales et extractives et qui, au contraire, soutiennent l'autonomie, la solidarité et l'équité au niveau local. Nous visons à mettre en place des modèles financiers contrôlés par les communautés – notamment des banques coopératives, des fonds gérés par les Peuples Autochtones et des monnaies locales – afin de soutenir les activités des mouvements et de

renforcer leur viabilité à long terme. Nous doterons les collectifs des outils juridiques, techniques et financiers nécessaires pour prospérer sans dépendre de modèles de financement imposés par le haut, tout en poursuivant le dialogue avec les acteurs et actrices de la philanthropie solidaire afin de favoriser des relations transformatrices basées sur la confiance, la transparence, la réciprocité et la participation inclusive.

Notre objectif est de co-élaborer des programmes politiques qui permettent aux mouvements de s'affranchir des structures de financement capitalistes et coloniales. Dès le départ, les alliances ont occupé une place centrale dans notre démarche, avec la volonté claire de dépasser le cadre du mouvement pour la souveraineté alimentaire tout en veillant à ce que les mouvements de base conservent leur leadership et leur autonomie. Une priorité essentielle consiste désormais à renforcer la coordination et à forger des alliances durables avec les mouvements de travailleur·euse·s, compte tenu de la place centrale qu'occupent les revenus, le travail, la justice économique, les inégalités et la solidarité entre les zones rurales et urbaines dans notre programme.

En tant que deux des forces sociales les plus puissantes, le mouvement pour la souveraineté alimentaire et les syndicats représentent ensemble la majorité des classes travailleuses du monde et ont le potentiel de mener une transformation systémique et radicale.

Nous mènerons un dialogue soutenu qui respecte nos diversités et identifie des actions communes autour de l'accès à la terre et à l'eau, de l'agroécologie, des droits des travailleur·euse·s, de la transition juste, de la justice environnementale et numérique, des droits des Peuples Autochtones et de la souveraineté populaire.

À travers ces processus conjoints, nous résisterons à la cupidité des entreprises multinationales, au militarisme et à la récupération de nos luttes, et nous riposterons collectivement contre les tentatives de division de la classe ouvrière, en puisant notre force dans nos expériences diverses et notre solidarité.

Nous travaillerons également à réduire le fossé entre producteur·rice·s et consommateur·rice·s, en faisant des alliances entre ces groupes un pilier central de la construction d'un mouvement en faveur d'un changement systémique. Nous renforcerons les liens de solidarité alimentaire entre les consommateur·rice·s urbain·e·s et les coopératives de producteur·rice·s ruraux·ales. Alors que la numérisation transforme les systèmes alimentaires, le monde du travail et les savoirs, nous affirmons que la souveraineté alimentaire et la justice numérique sont indissociables. Nous nous engageons à lutter contre la mainmise technologique des grandes entreprises en promouvant une gouvernance communautaire et une souveraineté technologique centrées sur les droits des Peuples Autochtones, des paysan·ne·s et des communautés locales, afin de garantir une technologie au service des populations et de la planète.



FORMATION POLITIQUE ET PRODUCTION DE CONNAISSANCES DES PEUPLES



Nous lancerons un processus de formation politique soutenu et de grande envergure afin de soutenir la mise en œuvre de notre programme et d'assurer la cohérence de nos actions.

En nous appuyant sur nos alliances, nous organiserons des initiatives conjointes d'éducation politique — notamment des formations, des webinaires, des ateliers et des échanges entre régions et secteurs — visant à renforcer les capacités de plaidoyer, d'organisation et d'action de nos mouvements.

Nous engageons à mener cette formation politique d'une manière qui reflète le changement transformateur que nous souhaitons promouvoir, en nous inspirant des principes suivants :

- Nous lutterons contre l'homogénéisation et le cloisonnement en valorisant et en mettant en relation les mots et les concepts variés à travers lesquels nos mouvements désignent leurs

combats — des expressions qui reflètent des visions du monde, des mémoires et des horizons politiques distincts. Nous nous engageons à tisser ces concepts ensemble pour former une trame riche et multicolore : le toit d'une tente commune sous laquelle nous pourrions tous et toutes nous retrouver.

- Nous nous emploierons activement à décoloniser et à déracialiser la formation politique et le savoir, en signe de résistance face aux forces de la mondialisation qui font disparaître les identités ancestrales, réduisent au silence la sagesse populaire et déracinent les cultures locales.
- Nous nous approprierons la force révolutionnaire du féminisme pour contrer la pensée binaire qui nous divise et bride notre imagination — comme les oppositions homme/femme, bien/mal, enseignant·e/apprenant·e, chercheur·euse/sujet de recherche, et autres fausses distinctions.
- Nous nous engageons en faveur d'une formation politique intergénérationnelle qui mette en relation l'énergie et la créativité des jeunes avec l'expérience des aîné·e·s, afin de garantir un transfert de connaissances dans toutes les directions, ainsi qu'en faveur de la formation politique et technique des jeunes en tant que futur·e·s dirigeant·e·s.
- Nos processus de formation politique s'ancreront dans les territoires et s'appuieront sur les riches expériences et pratiques qui existent déjà.
- Les supports de formation politique que nous produisons seront multilingues, accessibles et conçus pour favoriser une participation large et constructive.

Conformément à ces principes, notre processus de formation politique inclura une série d'activités qui impliqueront toutes les personnes, quel que soit leur genre ou leur diversité, donneront la priorité aux jeunes et intégreront toute la diversité des peuples et des mouvements qui composent notre collectif.

Nous mettrons en place des plateformes et des écoles de formation politique autour de thèmes identifiés comme prioritaires par les mouvements et les régions, en commençant par ceux déjà mis en avant dans le cadre du processus de Nyéléni, notamment les suivants :

- Approfondir notre compréhension des défis auxquels nous sommes confronté-e-s, afin de mieux y faire face (par exemple : le fonctionnement du système capitaliste ; les nouvelles technologies, la numérisation et la financiarisation ; le pouvoir des entreprises multinationales et les fausses solutions ; le fascisme et la montée de l'extrême droite ; le racisme et le système de castes).
- Renforcer nos principes et faire progresser nos solutions (par exemple : la diversité de genre et la diversité sexuelle ; les économies de soins et de lien, féministes et solidaires ; les systèmes de connaissances et les droits des Peuples Autochtones ; la souveraineté alimentaire et l'agroécologie comme voies vers une transformation systémique ; le féminisme populaire en tant que force de convergence et de changement structurel).

- Mettre au point des outils et des stratégies d'action efficaces (par exemple : comment utiliser les instruments progressistes des Nations unies pour soutenir les luttes sur le terrain ; comment plaider avec force en faveur de politiques publiques qui soutiennent nos solutions).
- Favoriser la formation politique au niveau communautaire sur des questions qui touchent directement la vie quotidienne des populations (par exemple : la défense communautaire contre l'extractivisme des entreprises multinationales ; la protection des semences, de l'eau et des territoires ; la compréhension des réalités quotidiennes, notamment les raisons pour lesquelles les aliments ultra-transformés nuisent à la santé et à la souveraineté alimentaire)

Nous collecterons, systématiserons et partagerons des informations sur les expériences existantes en matière de formation politique et de production de connaissances populaires à travers les régions et les mouvements, en donnant la priorité aux échanges entre les personnes. Cela inclura, par exemple, les Instituts latino-américains d'agroécologie (IALA) ; les initiatives de formation en agroécologie, les observatoires paysans et les universités en Afrique ; les processus de formation auprès des peuples pastoralistes et forestiers en Afrique et en Asie ; les tribunaux populaires en Afrique du Sud ; les expériences d'apprentissage de paysan à paysan au Pays basque ; et les échanges agroécologiques entre zones rurales et urbaines aux États-Unis.

Nous établirons des liens bidirectionnels entre les expériences vécues sur le terrain et la scène internationale. Cela passera par une éducation populaire sur les répercussions locales des décisions prises au niveau mondial dans des domaines tels que le commerce ou la dette, ainsi que par la collecte de témoignages sur le terrain afin d'étayer notre action de plaidoyer à l'échelle mondiale et de contribuer à notre réflexion collective sur la manière de réformer en profondeur le système multilatéral. Nous intensifierons l'éducation féministe à tous les niveaux, notamment le féminisme populaire, le féminisme queer, le féminisme autochtone et l'économie féministe, et nous soutiendrons la mise en place d'une formation politique féministe permanente au sein de toutes nos organisations et de tous nos mouvements. Nous répondrons au besoin urgent de créer des espaces de formation politique destinés aux hommes cisgenres sur les perspectives de genre et les nouvelles masculinités. Nous continuerons à développer et à renforcer les capacités pratiques de nos mouvements, en particulier celles de nos jeunes, dans des domaines tels que l'agroécologie, la conservation, le stockage et l'échange de semences, la création de coopératives, les savoirs populaires et ancestraux en matière de santé, ainsi que les soins de santé primaires, grâce à des initiatives inspirées de nos propres modèles issus de nos mouvements.

Nous organiserons des actions de sensibilisation politique autour d'événements mondiaux liés à cet Agenda commun d'action politique, afin de soutenir les mobilisations et d'en renforcer l'impact.

Nous utiliserons la formation politique comme un outil visant à établir des liens avec d'autres mouvements (en particulier les travailleur·euse·s), les journalistes et les avocat·e·s susceptibles de défendre les titulaires et les défenseur·e·s de droits, en les invitant à participer à nos ateliers et en co-organisant des événements avec eux et elles.

Nous poursuivrons le dialogue avec les chercheur·euse·s et les universitaires engagé lors du processus de Nyéléni et mettrons en œuvre ses conclusions. Nous favoriserons la confiance, l'égalité, la transparence et la collaboration entre les différents détenteurs et détentrices de savoirs engagés dans des transformations systémiques.

Nous rejetterons les pratiques de recherche extractivistes et coloniales. Nous établirons des partenariats entre les universités militantes, les chercheur·euse·s et les réseaux d'éducation populaire afin d'ancrer la théorie dans la lutte.

Notre processus de formation politique nous aidera à élaborer progressivement des stratégies proactives en vue d'une transformation systémique. Nous suivrons l'évolution du contexte grâce à une formation collective. Nous partagerons les stratégies et les cartes du pouvoir que nous avons mises au point au sein de nos mouvements et dans nos régions. Nous examinerons dans quelle mesure nous parvenons à tisser des liens entre les secteurs, les régions et les différents niveaux. Nous évaluerons la cohérence de nos actions, du court au long terme, ainsi que la pertinence de

notre plaidoyer politique à tous les niveaux pour le changement systémique. Nous développerons le type d'analyse prospective dont nous avons besoin pour être en mesure de façonner l'avenir plutôt que de simplement réagir aux événements au fur et à mesure qu'ils se produisent.



COMMUNICATION POPULAIRE



La communication populaire ne se distingue pas du mouvement ; c'est un outil à part entière de l'internationalisme et de la convergence, ainsi qu'un élément central de nos communautés et de notre tissu politique. La communication populaire collective est essentielle pour partager nos visions, nos propositions et nos actions à travers des contextes et des territoires variés.

Conscients et conscientes que le langage est source de pouvoir et de savoir, nous élaborerons et mettrons en œuvre collectivement des stratégies de communication populaires, authentiques, collaboratives et autogérées, s'appuyant sur des récits visuels, la radio, la transmission orale, les médias communautaires et l'expression artistique. Grâce à ce travail, nous renforcerons la visibilité des voies sociales et économiques alternatives que nous construisons à partir de la base et contribuerons à cultiver des imaginaires pour un avenir juste et différent.

Dans le même temps, nous remettrons en cause les récits mensongers du système médiatique capitaliste privé et résisterons aux tentatives de récupération de nos solutions.

Ancrée dans les valeurs de notre mouvement — horizontale, participative, démocratique, co-créée, co-conçue et issue de la lutte —, notre communication populaire sera collective, solidaire et émancipatrice. Il s'agit d'un processus continu de formation politique, au cours duquel nous apprenons et construisons ensemble par la pratique et la réflexion. À travers la communication populaire, nous nous réapproprions et reconfigurons les espaces et les outils façonnés par le système capitaliste dominant, pour les mettre au service des peuples et des communautés.

Dans ce contexte, nous investirons dans la sécurité numérique et les médias participatifs afin de lutter contre la désinformation et la surveillance exercées par les médias privés, et de développer des outils de communication collectifs et autonomes qui renforcent les récits et la résistance portés par les mouvements.

Nous ferons entendre la voix et ferons connaître les réalités vécues par les paysan·ne·s, les éleveur·euse·s, les pêcheur·euse·s, les Peuples Autochtones, les femmes, les jeunes, les personnes migrantes, les personnes victimes de discrimination raciale, ainsi que les communautés féministes et LGBTQIA+. Grâce à nos stratégies de communication, nous recueillerons et partagerons des récits de résistance, de dignité et d'espoir, racontés selon nos

propres points de vue. Nous encouragerons activement l'adoption d'un langage pleinement inclusif, afin que chacun·e se sente reconnu·e et représenté·e.

Nous résisterons à l'extractivisme culturel en nous réappropriant nos récits et nos souvenirs, et en défendant notre droit de raconter nos propres histoires. Notre communication s'ancrera dans nos territoires et nos expériences, en utilisant un langage simple, accessible et inclusif qui est bénéfique à la compréhension, tout comme une alimentation saine est bénéfique à notre corps. Les réseaux sociaux et les plateformes numériques sont des outils à notre portée qui peuvent accélérer le partage d'informations et donner plus d'ampleur à nos luttes. Dans le même temps, nous utiliserons ces outils de manière stratégique, avec prudence et un esprit critique, en accordant une attention particulière au public, au langage et aux méthodes, tout en restant vigilant·e·s face à la surveillance, à la désinformation et à l'exploitation de nos données. Nous soutiendrons les technologies libres et alternatives et nous nous engageons à mener des formations collectives et continues sur les nouveaux médias et l'appropriation du numérique, y compris l'intelligence artificielle et l'éthique de la communication. La communication populaire continuera d'évoluer en tant qu'espace de formation collective permanente.

Nous recenserons nos ressources en matière de communication, favoriserons la convergence et mettrons en place, au sein de nos mouvements, des collectifs de communication élargis et autonomes qui relieront les territoires et les luttes.

Cela impliquera notamment d'analyser nos forces et nos besoins collectifs, d'identifier les ressources existantes et de développer les pratiques de partage et d'entraide.

Notre action soutiendra les campagnes en faveur des droits territoriaux et culturels, des systèmes alimentaires traditionnels, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, tout en luttant contre les crises interdépendantes que sont la guerre, le chaos climatique, la perte de biodiversité et la faim.

Nos coalitions, nos lieux de partage d'histoires et nos espaces de manifestation renforcent notre pouvoir. Nos récits sont des boucliers ; nos réseaux sont des ponts. Notre musique, notre poésie, notre théâtre et notre art sont des instruments de vérité. La culture, c'est la résistance, la mémoire et l'imagination — une force qui perpétue la sagesse ancestrale tout en façonnant de nouveaux avens. Nous exigeons la reconnaissance et des ressources pour les mouvements culturels menés par les jeunes qui entretiennent cette énergie créative et politique.

Nous renforcerons la communication féministe populaire et, plus largement, la communication citoyenne, en utilisant à la fois les réseaux numériques et non numériques pour résister au contrôle exercé sur nos récits, construire une solidarité internationale et soutenir les peuples et les mouvements qui défendent la vie sur leurs territoires.

SECTION 5

CHEMIN À SUIVRE : NOTRE ENGAGEMENT COLLECTIF POUR LA TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE



Cet appel collectif à l'action constitue une étape, certes cruciale, dans la construction d'une alliance mondiale en pleine expansion. Nous reconnaissons l'existence de nombreux processus, expériences, initiatives et actions dans nos différents territoires. Cependant, nous comprenons également que nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de nos peuples en restant isolé-e-s ou fragmenté-e-s. C'est pourquoi nous nous sommes réuni-e-s à Kandy, au Sri Lanka : pour nous rassembler autour de cet agenda commun d'action politique et avancer ensemble sur la voie de la transformation.

Nous nous engageons pleinement à mettre en œuvre l'Agenda commun d'action politique. Avant tout, nous nous engageons à faire profiter nos communautés de ce travail. Toutes les organisations mondiales et toutes les régions sont invitées à élaborer des plans d'action stratégiques adaptés à leur contexte pour la mise en œuvre du Programme d'action politique commun. Nous reconnaissons que nos aspirations doivent être ancrées dans la réalité, liées aux politiques régionales et locales, et se traduire par des actions concrètes qui font une réelle différence dans les communautés et les territoires où nous vivons et travaillons. Désormais, nous allons mener une réflexion sur la manière d'organiser et de mettre en œuvre notre travail collectif pour la prochaine décennie et au-delà. Nous procéderons à une évaluation approfondie du Forum de Nyéléni et de ses résultats, en tirant parti des enseignements recueillis pour renforcer la solidarité, l'unité et la coordination de l'action au sein de nos mouvements.

Cette évaluation servira d'outil central pour orienter le suivi du processus de Nyéléni et mettre en place un mécanisme de coordination inclusif chargé de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de cet Agenda Commun d'Action politique. Dans l'intervalle, le Comité de Pilotage Global de Nyéléni continuera d'assurer la coordination et de fournir une orientation générale, en veillant à ce que l'évaluation alimente directement et renforce le processus de suivi.

Nous nous engageons à construire sans relâche une alliance inclusive et intersectionnelle, un espace où nous nous réunissons pour nous organiser, nous mobiliser et agir en faveur de notre programme commun. À travers cette alliance, nous favorisons la convergence en vue d'un changement transformateur, en unissant les mouvements sociaux et populaires, les Peuples Autochtones et d'autres organisations de la société civile dans une lutte commune. Quelle que soit la forme que prendront nos processus politiques communs, nous convenons de les ancrer dans la confiance mutuelle et une compréhension partagée de nos objectifs et aspirations. De cette manière, nous comptons mener à bien notre agenda commun d'action politique, qui revêt une importance capitale.

Transformation Systémique maintenant et pour toujours!



AGENDA COMMUN D'ACTION POLITIQUE DE NYÉLÉNI

- nyeleniglobalforum.org
- communications@foodsovereignty.org
- Kandy, Sri Lanka | September 6-13, 2025*
- [f](#) Nyéléni Global Forum
- [@nyeleniforum](#)
- [@NyeleniGlobalForum](#)
- [@NyeleniForum](#)

